

PARIS  
3 francs par mois.

DÉPARTEMENTS  
3 fr. par mois.

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et  
16 de chaque mois.

# LA TRIBUNE.

INSERTIONS

75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont  
expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECT.-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR  
EN CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du Journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

## SOMMAIRE.

Augmentation des droits d'octroi. — Le droit de poste appliqué aux journaux. — Souscription pour le cas de chômage des typographes. — Actes officiels du gouvernement. — Nouvelles étrangères. — Allemagne. — La terreur à Berlin. — Vienne. — Espagne. — Algérie. — Conseil de guerre. — Tribunaux étrangers. — Tribunaux français. — Nouvelles des départements. — Séance de l'Assemblée nationale. — Discussion dans le bureau. — Duel du représentant Pierre Napoléon avec M. Guichaux, capitaine de la garde mobile. — Nouvelles diverses. — Cours de la bourse.

## Paris, 21 Juin.

### Augmentation des droits d'octroi.

La révolution de février est-elle destinée à ne pas mieux tenir ses promesses, que la révolution de 1830 n'a tenu les siennes? On le dirait en vérité, à voir la manière dont on procède depuis quelque temps et le sans-façon avec lequel, au lieu de supprimer les plus criants abus, on les perpétue et on les aggrave encore.

On se plaignait, avec juste raison, sous le régime déchû, de l'élévation exorbitante de l'impôt. M. Garnier-Pagès, par son impôt des 45 c., l'a augmenté d'un tiers. On s'élevait, avec un sentiment d'indignation bien justifié, contre la taxe impopulaire de l'octroi; et voilà qu'un arrêté de la commission exécutive, en présence des engagements formels pris le lendemain de la révolution, ajoute encore à cette charge, déjà si lourde, et impose aux consommateurs de nouveaux et intolérables sacrifices.

Cependant on paraissait d'accord sur ce point, que le plus sûr moyen d'améliorer la condition matérielle du peuple, c'était d'abaisser pour lui le prix des objets de consommation; c'était une manière d'élever le salaire de l'ouvrier sans demander aucun sacrifice au patron, puisque par le fait le salaire se trouve élevé, du moment où, avec la même somme, l'ouvrier se procure une plus grande quantité des articles nécessaires à la vie.

Nos trois révolutions de 1789, de 1830 et de 1848 s'étaient inaugurées, pour le peuple de Paris, par l'abolition des octrois; et son premier acte, à ces trois époques mémorables, avait été de procéder lui-même et sommairement à cette abolition. La suppression des barrières, l'entrée des bureaux de perception, la libre entrée des marchandises, voilà comme le peuple a uniformément intronisé nos trois révolutions. Chaque fois on est revenu sur ces actes dictés au peuple par un impérieux besoin, par le sentiment profond de l'oppression dont il est victime; toujours les barrières ouvertes la veille ont été fermées le lendemain; le cordon des suppôts de l'octroi s'est reformé, et la perception a repris tranquillement son cours.

Si la capitale avait une représentation municipale élue par la totalité des citoyens, si elle n'avait pas été mise en dehors du droit commun, la suppression de l'octroi serait demandée avec instance et obtenue; et dans tous les cas on ne se permettrait pas d'en aggraver encore le fardeau, déjà si lourd pour la partie la plus pauvre de la population parisienne.

Si M. Marrast, maire de Paris, non élu par ses administrés, comprenait les devoirs que sa position lui impose, il n'eût pas permis qu'on donnât un si brutal démenti à ses paroles, à ses promesses faites, renouvelées. Il eût offert sa démission, plutôt que d'accorder son assentiment au dernier arrêté de la commission exécutive.

Il avait annoncé aux Parisiens qu'en attendant l'abolition de l'octroi, les droits perçus seraient considérablement modifiés. Déjà le droit sur la viande de boucherie a été supprimé; mais il n'en est résulté dans le prix de cet article qu'une réduction insignifiante: pour que cette réduction fût sensible, pour qu'elle apportât à la condition alimentaire du peuple un changement appréciable, il eût fallu, de deux choses l'une, ou abolir le monopole de la boucherie, ou établir, comme pour le pain, une taxe périodique de la viande. En ne faisant ni l'un ni l'autre, on a laissé les marchands de bestiaux et les bouchers se partager le montant du droit aboli, qui eût dû profiter aux consommateurs.

La promesse relative au droit perçu sur les boissons n'est pas encore exécutée. Le peuple continue encore à payer très cher un vin détestable; la boisson du travailleur continue à payer le même droit que la boisson de l'oisif opulent. Et voilà qu'ajoutant encore à tant d'iniquité, à cette violation d'un engagement sacré, à ce crime de lèse-humanité (car c'est un crime envers l'humanité que de laisser le fisc s'engraisser aux dépens du pauvre, et lui interdire l'usage des objets les plus essentiels à sa subsistance), la commission exécutive ose publier un décret dont l'effet ne sera pas moins désastreux pour Paris, que ne l'a été pour toute la France cet impôt des 45 centimes dont nous avons demandé le retrait et qu'on persiste à maintenir.

L'augmentation porte sur les huiles, les fruits, le charbon de terre, les métaux, et autres articles dont la consommation est indispensable à un grand nombre d'industries, déjà si malheureuses, et qu'on semble vouloir frapper au cœur par cette mesure impolitique autant qu'inhumaine.

Pour ne parler que du charbon de terre, du coke et de la tourbe, ne sait-on pas que le prix du bois rendant cet article inaccessible à la majorité de la population parisienne, on l'augmente encore en imposant de nouveaux droits sur des substances qui peuvent lui faire une utile concurrence? La tourbe est le chauffage de la classe la plus pauvre; le charbon de terre et le coke alimentent les fourneaux des plus humbles forges. Le nouvel arrêté nous semble tout juste ce qu'il devrait être s'il était l'œuvre d'un gouvernement contre-révolutionnaire, d'hommes décidés à créer des ennemis à cette révolution qui ne compte déjà que trop d'adversaires en ce moment, grâce aux intrigues des prétendants et aux aveugles passions des partis.

BENJAMIN LAROCHE.

### Le droit de poste appliqué aux journaux.

Il est dit que toutes nos révolutions avorteront, que leurs résultats les plus nets se réduiront à une aggravation de charges pour le peuple, sans que les intérêts des masses ou l'intérêt non moins précieux des principes y aient rien gagné.

La presse est la parole écrite; c'est la voix par laquelle la souveraineté du peuple peut seule se faire entendre avec quelque chance d'être écoutée. Il semble donc qu'après une troisième révolution, le premier soin des hommes que cette révolution avait appelés au maniement des affaires eût dû être d'écarter tous les obstacles mis jusqu'à ce jour à la publicité des opinions, de briser toutes les entraves imposées à la presse périodique.

Il n'en a point été ainsi. Le gouvernement semble prêter la main au rétablissement du monopole des journaux. Nous avons déjà protesté, au nom de la révolution et de ses principes, au nom de la souveraineté du peuple, dont on voudrait étouffer la voix pour ne laisser entendre que celle d'une coterie opulente, contre la prétention qu'on élève de rétablir le cautionnement des journaux. Nous avons fait connaître aussi la prétention, non moins insoutenable, de l'administration des postes, d'interdire l'envoi de Paris dans les départements, des journaux en ballots.

La Presse consacre aujourd'hui un long article à justifier cette prétention, sous prétexte de défendre, contre la presse parisienne, les intérêts de la presse départementale. Nous pensons que cette dernière n'a pas chargé M. de Girardin de veiller à ses intérêts, et qu'il s'attribue là une mission qui ne lui a pas été confiée.

En tout cas, nous ne voyons pas ce que pourrait gagner la presse départementale à ce qu'on empêchât l'expédition en province des journaux parisiens; mais en revanche nous voyons ce que peuvent y perdre certains journaux qui se sont créés, par l'abonnement, une forte existence, et qui redoutent le voisinage de nouveaux venus.

Ces journaux aristocrates, à la tête desquels il faut placer les *Débats* et la *Presse*, craignent avec raison que beaucoup de leurs abonnés des départements, qui ne conservent leur abonnement que par une vieille habitude, voyant à leur portée des journaux empreints d'un patriotisme plus énergique, plus ardent, et plus pur de tout alliage, ne se laissent aller à la tentation de s'y abonner.

Nous soupçonnons fort que, dans les efforts tentés aujourd'hui par les *Débats* et la *Presse* pour empêcher l'expédition des journaux par ballots, il y a un intérêt de boutique qu'on cherche à déguiser sous l'intérêt apparent de la presse départementale.

Nous rappellerons ici ce que nous avons dit ailleurs, qu'en Angleterre et en Amérique, les journaux n'acquittent aucun droit de poste dans la première huitaine de la publication; dans cet intervalle un journal circule librement, sans rien payer, d'un bout à l'autre du territoire.

Nous avons demandé, et nous demandons encore comment, en France, sous un gouvernement républicain, l'institution de la poste, créée dans un but d'intérêt général et non de gain particulier, est moins libérale que dans l'aristocratie et monarchie Angleterre.

B. L.

La commission de constitution a mis un mois pour rédiger le projet qui a été lu hier à l'Assemblée.

Quelques articles importants n'ont été admis que par neuf voix contre huit. Le citoyen Lamennais ayant donné sa démission dès

le commencement des travaux, la commission ne comptait plus que 17 membres.

Quelques membres voulaient deux chambres; le principe d'une seule assemblée n'a passé qu'après une très longue discussion.

L'Assemblée va se réunir dans les bureaux pour examiner le projet. On pense que l'Assemblée ne le discutera pas avant le 26 de ce mois.

On lit dans le *Monde républicain*:

### Le projet de Constitution.

On nous avait promis une république démocratique;

On veut nous donner une république parlementaire.

Nous avons lu plusieurs fois et avec le plus grand soin le projet de Constitution présenté hier à la tribune de l'Assemblée par le citoyen Armand Marrast; nous nous sommes efforcés d'oublier pour ainsi dire tous les précédents constitutifs que nous offre l'histoire, afin que des points de comparaison plus ou moins inopportuns ne vinssent pas grossir outre mesure ou rapetisser à nos yeux telles parties aux dépens ou à l'avantage de telle autre; et c'est alors que nous avons cru pouvoir formuler le jugement que nous venons de porter.

Nous savons qu'un pareil jugement surprendra au premier abord un grand nombre d'esprits, et nous parlons des plus sensés; et qu'ils traiteront peut-être de paradoxale notre appellation de république parlementaire.

Comment, nous dira-t-on: la constitution telle que l'a rédigée la commission, pose le système électif sur le suffrage universel, donne à l'expression légale de la souveraineté du peuple la plénitude du pouvoir législatif; borne le rôle d'un président élu seulement pour quatre années, à la stricte exécution des décrets et des lois rendus par l'Assemblée; ce citoyen, dont l'occupation la plus importante sera de tenir salon ouvert pour les ambassadeurs et de présider aux solennités nationales, est placé sous le coup d'une incessante responsabilité; et vis-à-vis de son fauteuil siégera constamment une haute cour toujours prête à le frapper du glaive de la loi s'il vient à prévariquer; et malgré de telles garanties données aux votes, à la promulgation, à l'exécution de la loi; malgré cette participation de tous les citoyens aux affaires de la république, vous dites que le projet soumis à l'Assemblée n'est pas un projet de constitution démocratique. Qu'est-ce donc qu'une constitution établie dans les conditions de la démocratie?

La réponse à une telle question est bien simple, et nous allons la faire immédiatement, sauf à la développer ensuite, au fur et à mesure que nous parlerons de chacun des 139 articles du pacte constitutif.

Une constitution démocratique serait celle qui ne placerait pas seulement la république au haut de la pyramide politique, mais qui ferait encore que, dans chacune des parties du corps social, dans la moindre institution, dans la moindre émanation ou représentation du pouvoir central, on retrouvât vivante, complète, toujours active, cette même république.

Qu'on nous pardonne ici une comparaison que nous ferons avec tout le respect que méritent les choses qui touchent aux croyances religieuses. C'est un dogme du catholicisme, un article de foi, que la présence réelle du Christ n'est pas uniquement dans chaque fragment de l'hostie, si petit qu'il soit; si bien que l'on a beau diviser et fractionner cette hostie, le Christ est encore dans la moindre parcelle qui se révèle à l'œil humain. Eh bien! nous voudrions une république dans les conditions de l'hostie sainte; une république une et indivisible sans doute, mais qui se retrouvât également indivisible, une dans toutes ses parties, dans chacune de ses institutions.

Et, en effet, prenons-y garde, c'est à cette seule condition qu'un système gouvernemental, qu'un régime politique et social est viable. La monarchie n'a duré si longtemps en France, et elle ne nous a donné, à un certain point de vue, de si grands résultats (nous parlons de la monarchie antérieure à la révolution de 89), que parce que la royauté n'était pas seulement sur le trône, mais qu'on la retrouvait encore avec son initiative souveraine son arbitraire absolu, son droit d'ainesse, dans la famille, c'est-à-dire dans la plus petite fraction de la société.

Nous n'hésitons pas à le déclarer: si le projet de constitution est adopté sans de grandes modifications par l'Assemblée, nous aurons certainement la république, et une bonne république encore, au sommet de la pyramide politique, dans la délégation du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif! une république parlementaire, enfin; mais nous n'aurons pas du tout la république en bas, dans les moyennes et petites institutions, dans les régions mo-



des de la société, c'est-à-dire la république démocratique. Celle-ci, il faut qu'on le sache, n'existe, ne peut exister qu'à la condition d'être comme le soleil, et d'éclairer indifféremment et de la même masse de rayons, les sommets élevés et les vallées profondes.

Ce n'est pas d'ailleurs au seul point de vue des principes que nous déplorons l'erreur dans laquelle est tombée la commission de constitution, mais aussi au point de vue de la stabilité, du développement, de la prospérité des intérêts matériels; car, nous l'avons dit, les systèmes politiques qui n'offrent pas une homogénéité complète, périssent tôt ou tard d'une manière violente. Sous la monarchie constitutionnelle, l'inconvénient que nous signalons ici était renversé. Ainsi, un pouvoir monarchique, la volonté tenace et arbitraire d'un seul étaient posés sur des institutions relativement démocratiques; c'était un chapiteau d'argile couronnant une colonne de bronze: la tempête a balayé le chapiteau. Aujourd'hui, au contraire, nous aurions un chapiteau d'airain, sur une base d'argile, un pouvoir républicain posé sur des institutions relativement monarchiques: la colonne peut s'affaisser sous le poids, et le chapiteau se briser en éclats.

Que la couronne d'argile porte un chapiteau de plâtre, et donnez des couronnements de bronze aux colonnes de marbre. La solidité de l'édifice social est toute là.

Examinons cependant les dispositions de notre constitution parlementaire.

Le pacte est précédé d'une « déclaration des devoirs et des droits. »

En signalant hier cette particularité, nous avons dit immédiatement: « Pourquoi les devoirs avant les droits. Les hommes ont des droits naturels; une société leur garantit l'exercice de ces droits, et ils contractent envers elles des devoirs. »

Et cela est si vrai, que lorsque la société cesse de garantir ces droits, lorsqu'un pouvoir public les viole et veut les suspendre, le citoyen n'est plus lié par le pacte, il n'a plus de devoirs politiques à remplir, ou plus tôt son seul devoir envers la société c'est l'insurrection contre ceux qui ont attenté à la constitution, à l'engagement synallagmatique. Nous ne sommes pas de ceux qui ne s'arrêtent pas à la forme; et nous croyons que si la commission de constitution a placé les devoirs avant les droits, elle l'a fait avec intention, afin que sur le seuil même de son travail, son esprit peu démocratique soit signalé à tous.

Les devoirs de l'homme en société se résument, dit la constitution, dans l'obéissance aux lois, dans le respect de la constitution, dans la défense de la patrie, dans l'accomplissement des devoirs de famille et dans la pratique fraternelle de cette maxime: ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit; ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le pour eux. Moyennant l'accomplissement de ces devoirs, la constitution garantit aux citoyens la Liberté, l'Égalité, la Sécurité, l'Instruction, le Travail, la Propriété, l'Assistance.

Voici comment l'article 3 définit la Liberté: le droit d'aller, de venir, de s'assembler paisiblement et sans armes, de s'associer, de pétitionner, d'exercer son culte, de manifester sa pensée et son opinion, par la voie de la presse ou autrement.

Certes, la déclaration est explicite; désormais plus de lois entravant la liberté individuelle, le droit de réunion, celui d'association et la liberté de la presse. C'est toujours pour reconquérir un de ces droits escamotés ou reniés par des gouvernements liberticides, que nous avons fait en France nos révolutions. Tantôt un article 14 dans une charte sert de levier à un roi légitime pour nous enlever la presse, et nous nous battons trois jours pour proclamer la liberté de la presse; tantôt, sous prétexte que le droit de réunion, même de réunion momentanée, n'est pas dans la Charte, un roi constitutionnel veut placer la main de la police sur la gorge du peuple... et nous nous battons trois heures pour reconquérir le droit de réunion. Mais aujourd'hui, la constitution ferme la porte à toute tentative oppressive. Voyons; il y a cependant un paragraphe à la suite de cette définition de la liberté:

« L'exercice de ces droits n'a pour limites que les droits et la liberté d'autrui, ou la sécurité publique! »

Nous voilà retombés en plein dans l'article 14 de la charte de 1815. Il est bien entendu que nos constituants veulent donner à la liberté pour limites, la sécurité publique. Or, qu'est-ce que la sécurité publique? où y en a-t-il, où finissent ses propres limites? Sous Louis-Philippe, il y a cinq mois, la sécurité publique consistait à ne point s'occuper des affaires de l'État, à ne pas se réunir, même dans un banquet, à souffrir impasiblement toutes les hontes et toutes les corruptions du pays légal; sous Charles X, l'ordre consistait à laisser une faction s'emparer de toutes les places, de toutes les positions officielles, de l'Instruction publique, subalterner l'État à l'Église, mêler aux querelles et aux échecs de la politique les dogmes du catholicisme et les délicatesses de conscience du chrétien; sous l'Empire, la sécurité publique ressemblait à la sécurité d'un camp gardé par de nombreux factionnaires, où règne la discipline, mais d'où est bannie la liberté; sous la monarchie de Louis XVI, l'ordre, la sécurité publique étaient... Mais nous n'en finirions pas, si nous essayions d'exposer ici toutes les catégories de sécurités que nous avons eues sous les dix ou quinze gouvernements du demi-siècle écoulé. Or, il faudrait que la constitution, en parlant de la sécurité de la république française, nous définît aussi en quoi consiste cette sécurité sans cela, ce sont les limites mêmes de l'arbitraire qu'elle pose à l'extension de nos libertés.

Nous maintenons en droit, quant à nous, que les libertés qui ont pour limites les droits et la liberté d'autrui, ne peuvent jamais menacer sérieusement la sécurité publique; elles peuvent produire quelques abus partiels, isolés; elles peuvent offrir quelques inconvénients passagers; mais ceci regarde les tribunaux, créés pour frapper, pour punir les abus, les excès de quelque nature qu'ils soient. « Aller et venir, s'assembler paisiblement et sans armes, pétitionner, exercer son culte, manifester sa pensée et son opinion par la voie de la presse ou autrement; » tout ce faisceau de libertés, n'est qu'un ensemble de droits imperceptibles; et si la sécurité publique est véritablement menacée, c'est lorsque des hommes égarés ou coupables, abusant d'un mauvais article de constitution, comme celui que nous signalons ici, entraînent, suspendent, détruisent l'exercice sacré d'un ou de plusieurs de ces droits.

(La suite à un prochain numéro.)

On lit dans le Représentant du peuple:

#### Souscription pour le cas de chômage des Typographes.

Citoyen,

Il est des droits imprescriptibles, inaliénables et supérieurs à tous les pouvoirs, quelle qu'en soit la nature ou l'origine.

La liberté de la presse est un de ces droits. Si l'assemblée nationale osait y porter atteinte, en votant une loi de cautionnement pour les journaux, la résistance deviendrait un devoir sacré.

Je m'associe donc, de tout cœur, à la mesure adoptée par les ouvriers Typographes, et je m'inscris, pour dix francs, sur la liste de souscription ouverte dans les bureaux du Représentant du peuple.

Salut et fraternité.

Gabriel TRAVAILLAUD,  
quai des Orfèvres, 32.

P. S. Le jour où commencerait la grève, je vous porterais, moi-même, le montant de ma souscription, que je renouvellerai au besoin.

On annonce que le général Changarnier remplacerait le citoyen Thomas (Clément) dans les fonctions de commandant supérieur de la garde nationale. Cependant quelques députés parlaient dans la salle des conférences du général Bedeau.

#### Actes officiels et communications du gouvernement.

La commission du pouvoir exécutif a proposé, l'assemblée nationale a adopté, La commission du pouvoir exécutif promulgue le décret dont la teneur suit:

Article unique. — La ville de Limoges est autorisée 1° A emprunter, à un taux qui ne pourra excéder 5 p. 0/0, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, soit des particuliers, par fraction ou en totalité, avec ou sans publicité et concurrence, une somme de sept cent mille francs applicable aux dépenses indiquées dans la délibération du conseil municipal du 13 avril 1848, et remboursable dans le délai de dix ans;

2° A s'imposer extraordinairement, pendant douze ans, dix centimes additionnels aux quatre contributions directes, votés par délibération du conseil municipal en date du 2 juin 1848, pour concourir avec les ressources ordinaires au remboursement dudit emprunt.

Delibéré en séance publique, à Paris, le 19 juin 1848.

Les président et secrétaires.

Le colonel Alexandre, du 39<sup>e</sup> de ligne, est nommé président du 1<sup>er</sup> conseil de guerre, en remplacement de M. le colonel Cazac, du 12<sup>e</sup> régiment d'infanterie de la même arme, qui vient d'être promu au grade de général de brigade.

L'assemblée nationale a adopté, La commission du pouvoir exécutif promulgue le décret dont la teneur suit:

Article destiné à remplacer les articles 41 et 42 du règlement. Lorsqu'il y a lieu de procéder au vote de division, le président en avertit l'assemblée et invite les représentants à prendre leurs places. Chaque représentant a deux bulletins de vote sur lesquels son nom est imprimé. Les bulletins blancs expriment l'adoption, les bulletins bleus la non-adoption. Les huissiers présentent à chaque membre de l'assemblée une urne dans laquelle il dépose son bulletin. Lorsque les votes sont recueillis, le président prononce la clôture du scrutin. Les urnes sont immédiatement apportées sur la tribune. Les secrétaires en font le dépouillement et le président proclame le résultat du scrutin.

Tout bulletin qui ne porte pas le nom du représentant qui l'a déposé est nul.

Les noms des votants sont inscrits au Moniteur, si vingt membres l'ont demandé avant l'ouverture du scrutin.

Delibéré en séance publique, à Paris, le 19 juin 1848.

Les président et secrétaires.

L'assemblée a adopté, La commission du pouvoir exécutif promulgue:

Article unique. Les dispositions du décret du 13 mars dernier, relatives au cumul, ne seront pas applicables aux majors, adjudans majors, adjudans sous-officiers, tambours-majors et tambours-maitres de la garde nationale.

Delibéré en séance publique, à Paris, le 19 juin 1848.

Les président et secrétaires.

La commission du pouvoir exécutif, Considérant que les ressources de la ville de Paris ne sont pas en rapport avec les charges qui pèsent sur elle;

Considérant que le moyen le plus efficace de mettre cette ville en état de satisfaire à ses dépenses, même ordinaires, est d'étendre ou d'augmenter le tarif actuel de son octroi;

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. Le tarif supplémentaire ci-annexé pour la perception de l'octroi de Paris est approuvé.

Art. 2. Les droits imposés sur les matières non comprises audit tarif continueront à être perçus conformément au tarif actuellement en vigueur.

Art. 3. Le décime par franc imposé en sus du droit principal continuera d'être perçu sur toutes les taxes d'octroi.

Art. 4. Pendant la durée de l'année courante, il sera perçu un second décime extraordinaire sur toutes les taxes d'octroi, tant anciennes que nouvelles, à l'exception de celles imposées aux vins en cercle, aux cidres et aux bières fabriqués dans Paris.

Art. 5. Le ministre des finances et le maire de Paris sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait en conseil de gouvernement, à Paris, le 17 juin 1848.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif.

#### Désignation des objets assujettis aux droits (décime non-compris).

Chasselas, muscat et autres raisins non foulés de toute espèce (le kilogr.).	f. 05
Huiles d'olives, fruits et conserves à l'huile avec ou sans liquide, huiles parfumées de toute espèce (hectolitre).	40 »
Huile de millet blanche et fine (hectolitre).	30 »
Huile de toute autre espèce provenant de substances animale, végétales ou minérales.	20 »
Acide oléique et tous autres corps gras, acidifiés ou non, employés comme huile (hectolitre).	20 »
Vernis gras, blanc de céruse et autres couleurs en pâte, broyées ou préparées à l'huile, à l'acide oléique ou avec tous autres corps gras employés comme huile.	40 »
Dégras de toute espèce, fèces, pied d'huile et autres résidus (hectolitre).	40 »
Essence de térébenthine et autres liquides de toute nature employés comme essence de térébenthine (hectolitre).	9 »
Sucre brut ou raffiné (kilogramme).	01
Oranges, citrons (kilogramme).	02
Amandes, fruits secs autres que les fruits secs à cidre, figues, dattes, pâtes de fruits, citrons et autres fruits confits de toute espèce, olives (kilogramme).	05
Marrons, châtaignes (kilogramme).	04
Charbon de terre, coke, tourbe carbonisée (hectolitre).	30
Cire blanche, spermaceti raffiné ou pressé (kilogramme).	30
Cire jaune, spermaceti brut, acides stéarique, margarique et autres substances pouvant remplacer la cire (kilogramme).	20
Chaux hydraulique, pozzolane, ciments de toute espèce (hectolitre).	2 40
Chaux grasse, vive ou éteinte, mortiers de toute espèce (hectolitre).	1 20
Briques, tuiles et carreaux de toute espèce; pots creux, mûlres, tuyaux de toute espèce de poterie employée dans le bâtiment ou dans le jardinage (100 kilogrammes).	30
Argile, terre glaise et sable gras (stère).	60
Fer et fonte de fer de toute espèce (kilogramme).	01
Cuivre (kilogramme).	05
Zinc (kilogramme).	01
Glace à rafraîchir (kilogramme).	05

#### Dispositions réglementaires.

Les huiles de toute espèce provenant de substances animale, végétale ou minérale; l'acide oléique et tous autres corps gras employés comme huiles, cuits, altérés ou mélangés ensemble ou avec d'autres substances, sont soumis aux droits pour leur volume entier et sont classés d'après la nature de l'huile imposée au droit le plus élevé qu'ils contiennent. Il n'est faite aucune déduction pour fèces, sédiment ou pied d'huile.

Les grains oléagineux, les farines en provenant, sont soumis aux droits d'après la quantité d'huile qu'elles sont présumées contenir et qui sera déterminée par l'administration de l'octroi, sous l'approbation du maire de Paris.

Les tourteaux de ces mêmes grains, qui ne seraient pas dans un état complet de dessiccation, seront assujettis au droit dans la proportion de l'huile qu'ils contiendront.

Les pieds de bœuf ou de vache provenant de l'étranger ou surtout des abattoirs de Paris sont assujettis au droit de 20 fr., à raison d'un litre d'huile pour douze pieds ou dans la proportion.

Les vernis gras, les couleurs et autres produits désignés en l'article ci-contre, qui contiennent plus de moitié de leur volume en huile, acide oléique ou autres corps gras, sont imposés en entier au droit de 20 fr. par hect. en principal.

Les essences de térébenthine et toutes autres substances employées comme essences, cuites, altérées ou mélangées ensemble, ainsi que les préparations et vernis de toute espèce à l'essence de térébenthine ou autres substances qui en tiennent lieu et dans lesquelles il n'entre pas d'huile, sont taxées comme essence pure.

Le droit est dû sur la totalité des sucres entrant dans Paris, quelle que soit leur destination ultérieure.

L'escarbille, les briquettes et tous les combustibles dans lesquels il entre des charbons de terre acquittent le droit entier.

Le droit est dû sur la cire, le spermaceti et les autres substances désignées aux articles ci-contre en pains, cierges, bougies, et sous quelque autre forme qu'ils soient présentés. Toutefois, les fils de cire jaune ne sont soumis qu'au demi-droit.

La pierre à chaux et le poussier de pierre à chaux ne payent que moitié du prix.

Les briques neuves carrées ne payent que le demi-droit. Le droit est dû sur la totalité des métaux entrant dans Paris, quelle que soit leur destination ultérieure.

#### NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

##### Allemagne.

LA TERREUR A BERLIN.

L'article suivant, extrait de la Gazette de Cologne, fait connaître la véritable situation de cette ville:

« Le ton dans lequel la Gazette de Voss, journal conservateur, décrit les événements du 15, plus encore que le vote incompréhensible de confiance donné par la chambre au peuple de Berlin, montre si clairement le chemin vers lequel nous avons été poussés, que les plus farouches optimistes baissent les yeux. »

« Un parti petit, n'ayant d'autre talent que l'audace, tend de plus en plus, par des menaces et des violences, à s'emparer du pouvoir par la terreur. De jour en jour nous voyons passer devant nous le drame de la Montagne et de la Gironde. C'est une traduction fidèle du français; seulement ce n'est que de la contrefaçon sans splendeur ni dignité. »

« Le parti de l'ordre ne veut pas encore avouer qu'il est vaincu par la terreur, mais il est hors de doute qu'il n'a plus sa liberté, et que beaucoup d'entre eux, qui ne brillent pas par le courage, tendent la main en cachette à la terreur, dans l'espoir d'en être ménagés. C'est vieux, c'est usé; mais cela est. Le reste viendra absolument comme en France. »

« Notre chambre sera gouvernée par quelques clubistes, car déjà elle a peur. Comment expliquer autrement le vote de confiance adressé à une populace qui maltraite des représentants, qui pille des armes. Evidemment, la chambre à Berlin n'a plus sa liberté morale. D'ici à quelques jours, si cet état de choses continue, une majorité décisive se formera pour Jung, Reichenbach et consorts (ce sont les jacobins de Berlin). »

« La terreur exerce son influence également sur la presse. Les événements du 15 ont été défigurés par tous les journaux. »

« La Gazette de Voss, journal ultra-conservateur, vote des actions de grâce au colonel Natmer, qui a livré l'arsenal au peuple, et tout cela dans l'intérêt de la ville. Par suite de ce grand événement, le prix d'un fusil est tombé jusqu'à deux gros, car le peuple, qui a volé des armes, les a revendues à tout prix. »

« Hier plus de soixante dix membres de la droite ont jugé à propos de disparaître. Aujourd'hui seulement on a les a revus. La peur ne les a pas étouffés. On devrait publier les noms de ces courageux représentants du peuple. »

« La ville de Berlin, en effet, est dans un état d'anarchie. On n'entend plus parler du roi, qui s'éclipse. La garde bourgeoise s'est déshonorée, en livrant l'arsenal à une troupe de gamins avides de pillage. Elle n'a plus aucune force morale. La chambre, en se déjouant, a donné la mesure de son courage: il est vrai qu'elle a compté sur la garde nationale. L'armée ne sait plus de quel côté tourner. La cour a peur d'être accusée de réactionnaire en l'accueillant. La bourgeoisie en a peur, parce qu'elle a toujours été du côté de l'aristocratie. En attendant, la populace, conduite



par quelques chefs de club, est maitresse de la ville, de la chambre et de la cour. Cet état de choses ne peut durer.

D'ici à quelques jours, il faut que la position se dessine. Ou nous aurons la république à Berlin, avec MM. Held, Jung, Reichenbach, comme gouvernement provisoire; ou l'assemblée nationale, reprenant du courage, saura se faire respecter, elle et cette honteuse garde bourgeoise, qui rejette cette lâcheté sur son commandant Blesson, tandis qu'elle seule a manqué de faire son devoir.

FRANCFORT-SUR-LE-MEIN, 18 juin. — L'abbé Ronge est arrivé ici de Breslau, comme délégué de l'association démocratique. Löwenstein et Pelz sont aussi arrivés en qualité de délégués d'associations démocratiques étrangères. Ils avaient été précédemment contraints de quitter la ville. Ils se sont rendus à la police et ont fait connaître leur qualité. La police leur a permis de rester. Hier, Ronge a prononcé dans une brasserie un discours dans le sens socialiste démocratique. Löwenstein et Pelz ont aussi pris la parole. Les auditeurs ont applaudi. Dans cette brasserie et dans Bornheim, village voisin, il y a eu beaucoup de bruit hier soir.

Les démocrates portant des écharpes rouges ont fait re'entir l'air de vivats en l'honneur de Hecker et de la république. Hier, il y a eu beaucoup de curieux à la séance du congrès démocratique. Les discours prononcés avaient une couleur socialiste démocratique.

(Correspondant de Nuremberg, 18 juin.)

— Dans la deuxième séance de l'association démocratique, la proposition a été faite de nommer une commission de trois membres pour s'adjoindre deux autres membres dans le but de diriger les associations démocratiques et préparer la réalisation d'une république démocratique, en s'appuyant sur les voies légales. Cette commission rendra compte de ses actes à un congrès qui se réunira au mois d'octobre prochain. On mettra 500 thalers à sa disposition. On formera des listes de cercles et de provinces qui auront des centres de réunion, comme Koenigsberg, Breslau, Berlin, Bamberg, Stuttgart, Mannheim, Leipsick, Hambourg et Vienne. La commission agira suivant les circonstances. Un grand nombre de voix se sont prononcées contre l'omnipotence et l'opportunité de la commission, ainsi que contre toute clandestinité.

La discussion a été calme et régulière. On a décidé, presque à l'unanimité, que provisoirement on préparerait l'idée de la république démocratique par des voies légales. On a remarqué que la plupart des personnes portaient un signe rouge au lieu des couleurs allemandes. On s'adressera à l'assemblée nationale pour demander qu'elle reçoive Hecker dans son sein.

(Correspondant de Nuremberg, 18 juin.)

### Autriche

VIENNE, 16 juin. — Le ministère a reçu hier une dépêche télégraphique du bourgmestre de Prague, qui lui annonce que depuis huit heures du matin la ville est bombardée, et que les communications sont interrompues.

— On dit, dans des cercles bien informés, que l'empereur ne viendra ouvrir ni la diète nationale, ni la diète de Hongrie. Cette résolution de S. M. serait due à l'influence de femmes haut placées.

APENRADE. — Les avant-postes prussiens sont à une demi-lieue d'ici. On a élevé des barricades et l'on prend toutes les mesures pour défendre la ville contre une attaque des Danois.

DRESDE. — Aujourd'hui le bruit s'était répandu ici que la Russie avait déclaré la guerre à la Confédération germanique.

ALTENBOURG, 17 juin. — Cet après-midi, il y a une grande assemblée du peuple. On a débattu la question de savoir si l'on se rendrait en masse devant le château. La majorité ayant à sa tête M. Erbe, chef du parti républicain, s'est prononcée contre cette proposition, de peur que le parti réactionnaire ne mit à profit cette manifestation. On veut accuser le duc devant l'assemblée nationale de Francfort. A la fin de la délibération, beaucoup de personnes ont exprimé leur mécontentement contre les chefs et leurs intrigues. Tout s'est d'ailleurs passé avec calme. Le château était occupé par la garnison. Toutes les portes étaient gardées. La nuit dernière, toutes les avenues du château étaient occupées. On a aussi surveillé le débarras du chemin de fer, parce que l'on craignait l'arrivée de militaires étrangers.

— On dit que de nouveaux désordres ont eu lieu hier. La garde civile occupe le château. On a convoqué une assemblée populaire. On veut que le duc renvoie les semestriers rappelés sous les armes.

(Gazette universelle allemande, 18 juin.)

### Espagne.

Dans la situation présente, le paragraphe suivant, extrait des journaux espagnols, a toute la valeur d'une supplication indirecte :

« A l'occasion de la mort de S. A. R. la princesse Sophie, tante de S. M. la reine de la Grande-Bretagne, la reine a décidé que la cour prendrait le deuil pour neuf jours, à partir du 16 du courant. »

— On assure que le ministre des finances a donné sa démission par suite du peu de faveur qu'avaient rencontré quelques projets de loi présentés au conseil des ministres. Cette démission doit être acceptée aujourd'hui, et l'on croit que la Gazette de demain annoncera la nomination de M. Orlando au ministère des finances. Il ne paraît pas qu'aucun autre ministre doive abandonner le cabinet.

Que fera, du reste, M. Orlando en présence d'une position aussi embarrassée que l'est celle du trésor espagnol ?

C'est avec bien de la peine que le gouvernement de Madrid a pu payer un semestre à l'Angleterre.

La banque de Saint-Ferdinand est en instance auprès du gouvernement pour rentrer dans toutes ses avances.

Point d'argent dans les caisses publiques de Madrid, point d'accord entre les ministres; la guerre civile est en réalité ou en perspective partout. Telle est la vraie position de l'Espagne, sans parler des procédés barbares du gouvernement du sabre contre les progressistes.

On assure que le gouvernement a demandé un emprunt forcé de 100 millions de réaux (25 millions de fr.), au commerce d'Espagne.

La bourse est à la baisse.

L'état financier en Portugal n'est pas moins triste que celui d'Espagne.

### Algérie.

On écrit de Malaga, à la date du 12 juin 1848 :

« Un courrier arrivé de Ceuta a apporté la nouvelle d'une conspiration militaire qui aurait été découverte au moment où elle allait éclater. »

« Il ne s'agissait de rien moins que de rendre la place aux Anglais après avoir simulé une proclamation de la république. »

« Quatre sergents, deux caporaux et un soldat ont été fusillés immédiatement. »

« Deux ou trois bâtiments de guerre anglais étaient en croisière depuis quelques jours dans les eaux de Ceuta, et c'est de là peut-être qu'est venue l'idée de la remise de cette place aux forces britanniques. »

« Un officier d'état-major est parti de suite en poste pour Madrid, rendre compte de cet événement. »

### Assemblée nationale.

Séance du 21 juin.

PRÉSIDENCE DE M. PORTALIS, VICE-PRÉSIDENT.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. CEYRAS demande l'urgence pour sa proposition relative aux indigènes invalides de la campagne.

Cette proposition sera développée lundi.

M. CHARBONNEL demande à compléter la pensée qu'il n'a fait qu'indiquer dans la séance d'hier.

L'assemblée refuse de l'entendre. La persistance de l'orateur soulève un grand tumulte.

M. GOSSELIN fait un rapport sur le budget de l'assemblée. Il demande l'urgence pour ce projet. Le projet sera discuté samedi.

M. MAUGUIN propose un projet de décret portant abolition, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1849, de l'impôt sur les boissons.

M. PASCAL (d'Aix) fait une proposition identique : on pourvoirait au remplacement de ces impôts par des mesures subséquentes.

M. DUCLERC, ministre des finances. Il est très facile de proposer l'abolition d'un impôt et de dire qu'on le remplacera par des mesures subséquentes; il faudrait dire ce qu'on entend par mesures subséquentes.

L'assemblée consultée prend la proposition en considération.

M. LE PRÉSIDENT. L'assemblée veut-elle fixer un jour pour entendre le développement de la proposition ?

Une voix. Après la constitution. (On rit.)

L'assemblée décide que la proposition sera discutée après l'épuisement de l'ordre du jour.

M. LÉON FAUCHER interpelle M. le ministre du commerce et lui demande pourquoi les ordonnances apportant des réductions à des droits de douane n'ont pas été rapportées. M. le ministre du commerce a reconnu lui-même que ce droit n'appartenait pas au pouvoir exécutif en présence de la chambre assemblée. Je suis partisan des réductions en matière d'exportation; mais dans un temps aussi calamiteux que le nôtre, il ne faut toucher qu'avec une extrême réserve à tout ce qui regarde le commerce.

M. FLOCON, ministre du commerce. Il est vrai que quelques tarifs ont été modifiés par arrêté; mais la loi de 1814 dit positivement que, lorsque des modifications ont été introduites dans les tarifs par arrêté, durant l'absence de la représentation, le ministre doit, dans le plus bref délai, demander que ces arrêtés soient changés en lois. C'est ce que le ministre a fait.

Une discussion extrêmement animée et très confuse naît de l'interpellation de l'honorable M. Léon Faucher. Après de nouvelles explications du citoyen ministre du commerce, l'assemblée passe à l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la discussion du décret relatif à l'ouverture d'un crédit de 100,000 fr. en faveur des anciens détenus politiques.

M. VIGNERTE appuie le projet.

M. BRUNEL appuie également le projet; cependant il en critique les motifs. Suivant le ministre, les condamnés de la monarchie doivent être les préférés de la république. Il ne faut pas prendre ces mots dans un sens trop absolu, car on pourrait en conclure que ceux qui ont condamné les détenus politiques seraient condamnables à leur tour. (Oui! oui! — Non!)

Une voix. Il y a des hommes coupables dans la magistrature.

M. BRUNEL. Je crois au contraire que c'est en elle que l'on trouve le plus de garantie.

Quelques voix. Quand on l'aura épurée.

M. BRUNEL. Certes, les hommes qui ont condamné méritent plus de considération que ceux qu'ils ont condamnés. (Vive interruption.)

M. LE PRÉSIDENT. Je rappelle à l'orateur qu'il s'agit d'une loi d'humanité. Il faudrait éviter toute discussion irritante. (Adhésion.)

M. BRUNEL. Loin de moi d'en avoir la pensée. Je dirai seulement qu'aujourd'hui tout le monde veut être condamné et que chacun veut être le préféré de la république.

M. le ministre des finances a créé pour les condamnés politiques des places de gardes-général dans les forêts. Il trouve, quant à lui, que c'est une rémunération suffisante des services dont il s'agit. Quant aux frais d'établissement, ces citoyens seront comme ceux qui sont placés d'une manière imprévue et n'ont pas de pécule pour des premières dépenses; ils emprunteront et payeront avec leur traitement.

M. BABAUD-LARIVIERE. La république ne peut être ingrate envers ceux qui ont devancé son triomphe et ont consacré à ce triomphe leur existence, leur fortune, leur liberté.

L'assemblée passe à la discussion des articles. M. le ministre des finances demande qu'on adjoigne les combattants de février aux condamnés politiques.

Art. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert au ministre des finances un crédit de 100,000 fr., destiné à accorder des secours aux anciens détenus politiques et aux combattants de février qui ont été ou qui seront pourvus de fonctions publiques à partir du 24 février dernier.

Un membre propose de porter le crédit à 150,000 fr. Cet amendement, combattu par le ministre des finances, est rejeté.

L'article 1<sup>er</sup> est adopté.

Art. 2. Le crédit de 100,000 fr. sera imputé sur les ressources ordinaires du budget de 1848. — Adopté.

L'ensemble du décret est également adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi sur les boissons.

L'art. 1<sup>er</sup> du projet est ainsi conçu :

« A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1848, les tarifs actuellement en vigueur pour la perception des droits de consommation et d'entrée sur les vins, cidres, poirés et hydromels, alcools et liqueurs, seront remplacés par le tarif ci-annexé. »

« Pour l'application de ce tarif à la perception du droit sur les vins, les départements sont divisés en huit classes, conformément au tableau également ci-annexé. »

Le comité des finances propose un projet tout différent, dont le premier article est ainsi conçu :

« Le décret du 31 mars 1848, relatif au droit sur les boissons, est abrogé à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1848. »

M. MORTIMER-TERNAUX dit que l'on doit autant que possible favoriser la consommation du vin et diminuer celle de l'alcool. L'honorable représentant présente un système qui renverse en entier celui du gouvernement et celui du comité des finances.

M. BOUDET dit que le projet aura pour conséquence d'apporter une grande diminution dans les recettes du trésor. Il présente également un autre projet qui aurait pour but de déplacer l'impôt.

M. RAYNAL ne partage l'opinion d'aucun des orateurs qui l'ont précédé. Il ne peut admettre l'exercice, et rappelle qu'un des premiers actes du gouvernement à la chute de l'empire avait été de dire : « Plus de droits réunis. » C'est aujourd'hui surtout qu'il faut mettre ce principe en vigueur.

M. DE LARCY pense que le décret du 31 mars a rendu la position des départements vinicoles intolérable; et pour y remédier, il faut surtout ne pas oublier que la question est grave et ne peut être tranchée inopinément à la tribune : ce n'est donc qu'une mesure transitoire que l'on doit faire.

L'orateur préfère l'exercice aux systèmes présentés par le gouvernement et par M. Ternaux : il trouve que le décret du 31 mars qui a paru vouloir favoriser les alcools, n'a fait au contraire que les opprimer; ce qui a fait dire avec raison, que le préambule du décret avait été écrit par la commission exécutive, mais que les articles du décret avaient été écrits par la régie.

M. DÉRODÉ combat l'exercice qu'il considère comme pouvant donner lieu à la fraude.

M. GREY demande si les inventaires et les recensements faits chez les marchands en gros ne sont pas véritablement la même chose que l'exercice, contre lequel le décret du 31 mars s'est élevé. D'après ce décret, le droit n'a pas changé, il a seulement été réparti en diverses classes; il l'aggrave au contraire, il ne peut donc être maintenu.

M. FÉRD. DE LASTEYRIE. Il n'y a que deux choses que je n'aime pas, l'eau-de-vie et l'exercice. (On rit.) Je n'aime pas l'eau-de-vie, parce qu'elle est plus nuisible qu'utile; et je n'aime pas l'exercice, parce que c'est une atteinte portée à la liberté du commerce. Ce qui m'étonne maintenant, c'est d'entendre, quatre mois après la révolution de février, venir faire l'éloge de l'exercice, contre lequel on s'est tant élevé depuis un grand nombre d'années.

L'orateur combat le système de la commission, dont M. Deslongrais a été le rapporteur. — Je ne crois pas, dit-il, faire injure à M. Deslongrais en combattant son système; car si je me le rappelle, chaque fois que la question de l'impôt sur les vins s'est présentée, M. Deslongrais l'a défendu de tout son pouvoir. Il a été plus fiscal que la loi. Mais puisque M. Deslongrais persiste dans son opinion, il me permettra aussi sans doute de persister dans la mienne, car j'ai combattu l'exercice alors qu'il existait, et je viens le combattre encore aujourd'hui lorsqu'il paraît qu'on veut le

rétablir.

L'honorable membre, examinant le système des classes, prétend que les vins de Bordeaux sont meilleurs que les vins d'Argenteuil (on rit), et qu'il n'y a aucun inconvénient à les frapper d'un droit plus élevé. Il appuie l'amendement de M. Mortimer-Ternaux.

M. LE PRÉSIDENT. M. Lagrange a demandé la parole pour des interpellations. (Bruit divers.) M. Perrée a demandé aussi la parole pour d'autres interpellations. (Nouveau bruit.) Je dois consulter la chambre pour savoir si elle veut entendre les interpellations ou continuer son ordre du jour.

Voix confuses. Oui! oui! Non! non! (Le tumulte augmente.)

M. LE PRÉSIDENT. M. Lagrange insiste pour être entendu. (Non, non.)

Quelques voix. Consultez la chambre.

Autres voix à gauche à M. Lagrange. Parlez, parlez.

M. LAGRANGE commence à lire un papier qu'il tient à la main : mais au même moment, le tumulte devient tel qu'il est impossible d'entendre autre chose que des cris confus qui partent de tous côtés.

M. DUCLERC, ministre des finances. Messieurs, l'assemblée a décidé que le droit d'interpellation était absolu. (Dénégations.) Je n'ai pas à examiner si ce droit est bon ou mauvais, mais toujours est-il qu'il est absolu. (Non! non!) Je demande donc que les interpellations soient autorisées. (Opposition bruyante.)

Les interpellations ne sont pas autorisées par l'assemblée.

M. CHARMAULE dit que si l'assemblée ne clot pas la discussion, il prouvera que l'amendement de M. Ternaux va tout à fait contre le but qu'il se propose.

L'assemblée clot la discussion sur le 1<sup>er</sup> article.

M. DUCLERC, ministre des finances, rappelle que le système de l'exercice a toujours été repoussé; qu'on en était venu jusqu'à refuser à coups de fusil le paiement de l'impôt, et que c'est alors que le gouvernement provisoire a rendu le décret du 31 mars, qui supprimait l'exercice. Ce décret n'a pas obtenu l'assentiment général, cela est vrai; mais c'est précisément pour remédier aux inconvénients qu'on signale que le nouveau projet est présenté par le gouvernement qui en demande l'adoption.

M. le ministre combat les objections élevées contre le projet du gouvernement, et combat le projet de la commission et celui de M. Ternaux, qui désorganiserait le système général des impôts.

Le ministre ajoute même que si l'on voulait rétablir l'exercice, il y aurait encore des coups de fusil. (Rumeurs prolongées.) Le devoir du gouvernement est de démontrer les inconvénients d'une mesure comme celle-ci. Si l'assemblée la votait, le gouvernement, bien certainement, la ferait exécuter; mais il ne peut négliger de dire quelle est son opinion sur une loi qui n'existe pas encore.

M. CHARMAULE. Ce que nous voulons tous, c'est que le ministre atteigne promptement et sûrement le but qu'il se propose.

M. DUCLERC. Alors laissez nous la responsabilité.

M. CHARMAULE attaque le projet ministériel comme il a attaqué le système de M. Mortimer-Ternaux; il n'y a dans tous ces projets qu'une pensée: la continuation et la conséquence du décret du 31 mars.

On s'est engagé dans une mauvaise voie par ce décret; il faut faire un pas en arrière, au lieu de faire un pas en avant dans la voie mauvaise. Si l'impôt se trouvait inégalement réparti dans les divers départements, cette erreur pourrait entraîner la ruine des contrées que cet impôt frapperait d'une manière inégale.

L'alcool, qui vaut 37 fr. l'hectolitre, sera d'après le projet imposé de 50 fr., c'est-à-dire plus que sa valeur. L'hectolitre d'alcool est le produit de 7 hectolitres de vin. Or, le vin vaut 3 fr. l'hectolitre, et d'après le projet, il sera imposé à plus de 7 fr., c'est-à-dire au double de la valeur et la conséquence de cet impôt sera de contraindre le propriétaire à abandonner la culture de la vigne.

M. DESLONGRAIS, rapporteur, résume la discussion, et persiste dans le projet de la commission.

M. LE PRÉSIDENT met aux voix l'art. 1<sup>er</sup> du projet du comité des finances (abrogation du décret du 31 mars).

Cet article est adopté à une grande majorité.

M. DUCLERC. De façon qu'il y a maintenant en présence trois projets, celui du gouvernement, celui du comité et celui de M. Ternaux.

Une discussion s'engage sur l'époque de l'abrogation.

M. DUCLERC. La confusion qui a régné me fait craindre que le vote ne soit pas suffisamment mûri. (Réclamations.) Les auteurs des diverses propositions pourraient se réunir demain pour s'entendre. (Nouvelle opposition.)

M. LE PRÉSIDENT met aux voix le renvoi à demain. Ce renvoi est ordonné.

M. LAGRANGE est à la tribune et réclame au milieu du bruit pour être entendu dans ses interpellations.

Le silence se rétablit difficilement.

M. LAGRANGE. Si le président avait bien voulu me donner la parole quand je ne lui ai demandée, j'aurais déjà fini. (Interruption.) Je viens au nom des clubs. (Nouvelle interruption.) Je ne comprends pas cette manière de perdre son temps en vociférant et en tapant sur les tables avec des couteaux de bois. (Bruit.) On nous a envoyés ici pour faire des lois et non pas du bruit. Les hommes du peuple qui sont venus me trouver en députation sont pleins d'amour pour la république qu'ils ont conquise avec le fusil sur les barricades. Ils veulent la conserver intacte. C'est pour répondre à leurs vœux que je demande à interpellier la commission exécutive, et à lui déclarer si elle a pris toutes les mesures nécessaires pour surveiller et faire justice des menaces contre révolutionnaires qui se cachent sous le nom de Louis-Napoléon (approbation), et pour déjouer les complots de l'intérieur et de l'étranger. (Rumeurs diverses.)

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Je vais répondre en peu de mots : le gouvernement fera exécuter les lois contre les conspirateurs, de quelque nom qu'ils se parent. (Très bien! Très bien!)

M. PERRÉE demande à interpellier la commission exécutive à l'occasion d'une lettre qui a paru ce matin dans quelques journaux et qui attaquent l'honneur de nos représentants à l'étranger.

Une voix. C'est une autre histoire. (On rit.)

Cet incident n'a pas d'autre suite.

M. LE PRÉSIDENT propose de mettre la discussion de la constitution dans les bureaux à lundi prochain; des changements devant être faits dans la salle des séances, lundi et mardi, ces deux jours il n'y aurait pas de séance publique, et l'assemblée s'occuperait dans les bureaux de l'examen de la constitution.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée à six heures.

### Discussion dans les bureaux.

On a continué au comité des finances la discussion sur la refonte des monnaies et le budget rectifié. Le comité ne demanderait pas mieux que toutes les monnaies fussent refondues avec le type républicain, mais l'argent manque pour l'opération. Quand au budget, on tranchera la question tout en continuant l'examen des différents chapitres. Pour les traitements des hauts fonctionnaires, M. Thiers a dit qu'une république large, généreuse, ne pouvait pas faire de la parcimonie.

M. Berryer veut bien aussi que l'Etat, surtout à cause de l'essor que doivent prendre les beaux-arts, se montre digne et magnifique; mais il pense que dans cette voie de sobriété où l'on est entré en fait de traitements on ne peut s'arrêter. M. David d'Angers est de cette opinion : On propose le chiffre de 36,000 francs pour les plus forts appointements.

On a entendu au comité du travail M. Lalanne, directeur des ateliers nationaux. Le comité n'a pas paru approuver la conduite de ce fonctionnaire, après le départ duquel s'est élevé un débat important. On se réunira demain pour discuter encore sur le rapport du directeur des ateliers.

Il a été question, au sein du comité de l'administration départementale et communale, de la réorganisation des conseils municipaux; on n'a pas oublié le conseil municipal de Paris. Ont été entendus : MM. Anth. Thouret, Boulay (de la Meurthe), Mortimer-Ternaux, Repellin, le ministre de l'intérieur et le maire de Paris. La solution de cette grave question touche à celle des ateliers nationaux et à bien d'autres intérêts.

La commission pour les assurances a choisi M. de Mornay pour son président et M. Avond pour son secrétaire. On établira demain la ques-



tion et on entendra le ministre des finances. — Sous-commission pour examiner la proposition relative au personnel de l'intérieur: MM. David (d'Angers), Giot, Bizoin, Saint-Romme, Lagarde, Grépu. — Sous-commission (comité de l'intérieur) pour l'examen du budget rectifié: M. de Monty, Babaud-Larivière, Renoult, Frichon et Desnard. — Commission nommée pour l'enquête sur les élections de l'Hérault: MM. Abitucci, président; de Lasteyrie, secrétaire. — Comité de la guerre: MM. le général Bedeau, président; de Remusat, vice-président.

### Mont-de-Piété de Paris

AVIS.

Remboursement gratuit des prêts de 10 fr. et au-dessous à opérer avant le 1<sup>er</sup> juillet 1848.

Le public est prévenu que, par décret du 6 juin 1848, il a été décidé: Que ceux qui ont déposé des nantissements au mont-de-Piété, du 1<sup>er</sup> au 25 février dernier, pour des prêts de 10 fr. et au-dessous, et qui ne les auront pas retirés avant le 1<sup>er</sup> juillet prochain, ne jouiront pas des avantages du dégrèvement gratuit accordé par le décret du 25 février 1848.

L'administration invite donc, très instamment, les emprunteurs qui, du 1<sup>er</sup> au 25 février dernier, ont déposé des nantissements sur prêts de 10 fr. et au-dessous, à venir les retirer avant le 1<sup>er</sup> juillet prochain, c'est-à-dire le 30 juin courant au plus tard.

Ceux qui se présenteront après le 30 juin ne pourront plus retirer leurs effets gratuitement; ils devront rembourser le montant des prêts, les intérêts et les accessoires.

Paris, le 19 juin 1848.

Le président du conseil d'administration du mont-de-Piété, PÉRIER.

### NOUVELLES DIVERSES.

La commission de comptabilité intérieure de l'Assemblée nationale a exprimé l'avis que les représentants en congé n'eussent pas droit à toucher leur indemnité pendant la durée de leur congé.

— L'un des juges d'instruction chargés de l'information sur l'attentat du 15 mai, s'est rendu avant-hier matin à huit heures, au palais législatif; il a interrogé de nouveau M. Louis Blanc en présence de trois témoins précédemment entendus, sur la conduite qu'il aurait tenue pendant l'invasion de l'Assemblée.

— Louis Bonaparte a été élu hier au soir colonel de la garde nationale de la banlieue, quatrième légion.

Un autre Bonaparte, le fils de Jérôme, se portait candidat au grade de colonel de la deuxième légion, contre la candidature de M. Clément Thomas.

On dit qu'un représentant du peuple, Pierre-Napoléon, avait provoqué en duel M. Goudchaux, capitaine dans la garde nationale mobile, à la suite d'une explication assez vive au sujet du prince Louis. — On ajoute que Pierre-Napoléon a blessé légèrement son adversaire.

— M. James Watt, dernier fils de l'inventeur de l'application de la vapeur d'eau aux machines, vient de mourir près de Birmingham, à l'âge de quatre-vingt ans. Doué d'une grande intelligence, il avait travaillé une partie de sa vie à perfectionner l'immortelle invention de son père.

— On lit dans un journal: « L'attentat du 15 mai devait naturellement éveiller la pensée de mettre l'Assemblée nationale à l'abri d'une récidive, en créant des obstacles matériels à ceux qui auraient le coupable projet de la tenter. M. de Joly, architecte, a soumis à MM. les questeurs de l'Assemblée, et à plusieurs fonctionnaires chargés de sa garde, un plan de travaux pour la défense du palais. »

Ce plan, entre autres dispositions, consisterait dans un fossé, dit cuvette, à peu près semblable à celui creusé en avant du jardin réservé des Tuileries. Cette cuvette entourerait entièrement le palais et passerait même en dehors du jardin de la présidence, en sorte que le lieu des séances de l'Assemblée nationale serait complètement isolé et à l'abri d'un coup de main.

— On a fait courir le bruit en Espagne et hors d'Espagne que le gouvernement voulait faire déclarer le comte de Montemolin prince des Asturies, au préjudice des droits de l'infante dona Luisa-Fernanda, héritière immédiate de la couronne de Castille.

— M. Isturitz, ambassadeur d'Espagne à Londres, a quitté cette capitale et a traversé Bordeaux lundi dernier, à trois heures, se rendant à Madrid: une rupture est plus que probable entre ces deux puissances.

— L'hôtel des conseils de guerre, où siège le dépôt du recrutement, était rempli hier d'une foule de jeunes soldats convoqués pour la revue de départ passée par M. le général commandant la place et le département de la Seine. Le général inspecteur était assisté de M. le chef de bataillon Boulet, commandant le recrutement. Ces jeunes soldats vont être dirigés sur les différents corps de l'armée auxquels ils appartiennent.

— On lit dans le *Bien public* qu'une compagnie anglaise vient de s'organiser à Lyon pour faire établir à la Mulatière six mille bassines pour la confection de la soie. Cette compagnie se propose d'avoir des délégués dans les départements de la Drôme, de l'Ardeche, du Gard et de l'Hérault, pour acheter des cucons.

— M. Goudchaux vient d'envoyer une circulaire à tous ses clients pour les prévenir qu'il va commencer à procéder à la liquidation de sa maison de banque.

— M. Thiers, élu représentant du peuple par cinq départements, a opté pour le département de la Seine-Inférieure.

— M. Louis Bonaparte est nommé colonel de la quatrième légion de la banlieue.

— On écrit de Guéret:

« On a procédé aux funérailles des malheureux qui ont succombé dans la lutte ou dans la journée, à la suite de leurs blessures. Trois chariots, chargés chacun de quatre cercueils, se sont dirigés lentement vers le lieu du repos. Le clergé les précédait. Le maire de Guéret, ses adjoints et un grand nombre de citoyens les accompagnaient. Ils étaient escortés par un détachement de cinquante gardes nationaux, commandés par un lieutenant. Deux cadavres ont été portés dans les campagnes: en tout quarante morts. Parmi les blessés, on craint qu'il n'en meure encore deux ou trois. Tout paraît tendre à la conciliation et au calme. »

— Sur la demande de quelques-uns des prisonniers du château de Vincennes, M. Berryer s'est rendu hier au donjon, et a eu avec les détenus une conférence qui a duré plusieurs heures.

— AIXE. — La police de La Fère a fait enlever jeudi un placard apposé pendant la nuit sur le mur de la prison, et qui faisait appel aux sentiments bonapartistes des Français. Cette manifestation paraît être l'acte de quelque ancien militaire: sa rédaction ne permet pas de supposer qu'il émane d'un parti. C'est évidemment un fait isolé, écho dans le cerveau d'un vieux partisan de l'empereur.

Voici ce placard auquel nous conserverons son orthographe:

### AVIS AU PEUPLE.

Rappelons nous français du vœu de nos pères, en nous rappelons de leurs vœux nous rappellerons du Grand-homme Napoléon Mort à St-Hélène, unis mes frères: Voici un de ces membres dit Nèux qui paraissent meilleurs de nous, les Aristocrates ont cherché à le banir de la France; mais nous prolétaires et soldats Nous lavons ramener dans sa patrie et nous le soutiendrons ou je l'espère jusqu'à la dernière goutte de notre sang; Car je crois que Louis-Napoléon est digne de notre mémoire et nous espérons qu'il repassera l'histoire de son oncle et qu'il limitera, ainsi français j'espère qu'auqu'un de vous ne me démentira. — Vive Louis Napoléon.

— Deux belles mairies, un hôpital et une prison sont en ce moment en voie de construction à Paris.

Les mairies sont celles des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements, places Saint-Sulpice et du Panthéon.

L'hôpital est celui de la République, au milieu des terrains Saint-Lazare.

Enfin la prison est la prison cellulaire modèle, rue Traversière-Saint-Antoine, laquelle est presque terminée.

— On annonce qu'il va être procédé à un nouveau recensement de la population, afin de donner à la commission de Constitution les moyens de composer les divers collèges électoraux, et de déterminer le nombre des députés à élire.

— On trouve dans une lettre de M. F. Pacini, reproduite par l'*Italia del Popolo* de Milan du 15, les passages suivants concernant l'armée française des Alpes:

« L'armée des Alpes est composée de plus de 60 bataillons, 50 escadrons, et d'une artillerie formidable, en tout 50 000 hommes; ce chiffre serait promptement doublé s'il en était besoin. Cette armée est composée de troupes choisies qui ont presque toutes fait la guerre en Afrique; elle est animée de l'esprit d'ordre et d'union le plus parfait. Le gouvernement l'a pourvue abondamment de toutes les munitions possibles. »

— Presque tous les journaux des départements qui nous arrivent depuis quelques jours signalent les menées des partisans de Louis Bonaparte. Ici ils parcourent les foires en annonçant qu'il a été proclamé empereur, sous le nom de Napoléon II; là on distribue des portraits et des biographies prétendant à la façon des marchands d'orviétan, avec accompagnement de fanfares et de grosses caisses; ailleurs, on annonce qu'il apporte force milliards pour l'impôt des 45 centimes; partout on fait retentir son nom dans les campagnes. Tout cela n'a pas l'air d'une conspiration.

— Ce soir, à neuf heures, des rassemblements considérables ont encore eu lieu sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Un grand nombre d'ouvriers s'étaient portés sur ce point en chantant et en criant vive l'empereur! La foule armée, qui est permanente à l'Hôtel-de-Ville, a mis promptement obstacle aux envahissements de cette foule; mais le nombre toujours croissant des curieux a nécessité des mesures plus sévères.

La garde nationale mobile et la ligue ont fait quelques charges afin de faire évacuer la place; des pierres ont été lancées alors sur des gardiens de Paris qui faisaient respecter l'ordre et traitaient main-forte à la troupe. Ordre a été donné de refouler tout le monde sur les quais et dans les rues environnantes, ce qui a été exécuté sur-le-champ.

On a fait quelques arrestations. La foule s'est dispersée vers dix heures. Des groupes nombreux se sont formés le long des quais et sur les ponts Notre-Dame et au Change; mais ils n'avaient aucun caractère offensif. Des patrouilles nombreuses, composées de soldats de la ligne et de gardes nationaux, se sont montrées et ont fait circuler les citoyens qui formaient les attroupements.

Nous n'avons pas appris que la tranquillité ait été troublée sur d'autres points.

— Une ordonnance du maire de Paris vient d'interdire à certains clubs des locaux publics qui leur avaient été accordés jusqu'ici.

— On parle du général Bedeau comme successeur du citoyen Clément Thomas, dont nous annonçons plus haut la démission.

— L'éléphant du Zoological Gardens, à Londres, étant devenu enragé, a été abattu par une fusillade d'un peloton de 24 carabiniers. On avait auparavant essayé en vain de le faire périr par le poison.

— M. Watt, de Birmingham, récemment décédé, a légué 50,000 l. st. à lord Brougham.

— M. Maillard, ancien secrétaire particulier de M. Ledru-Rollin au ministère de l'intérieur, est nommé sous-préfet de l'arrondissement de Mantes (Seine-et-Oise.)

— Par arrêté du ministre de l'instruction publique, en date du 19 juin, MM. Gaignant, membre de l'Institut, secrétaire général du conseil de l'Université, et Augustin Cochin, sont nommés membres de la haute commission des études scientifiques et littéraires.

### CONSEIL DE GUERRE.

Le deuxième conseil de guerre, présidé par M. le colonel Desbats, du 61<sup>e</sup> régiment de ligne, a jugé aujourd'hui un soldat du 21<sup>e</sup> régiment de la même arme, qui avait été mis en liberté par le peuple le 24 février, et qui depuis son incorporation au régiment s'était rendu coupable d'escroquerie.

Le fusilier Blorain était détenu au pénitencier de Saint-Germain-en-Laye à la suite d'une condamnation à cinq ans d'emprisonnement pour faux en écriture. Mis en liberté le 24 février et incorporé au 21<sup>e</sup> régiment de ligne, en garnison à Orléans, il commit une escroquerie au préjudice d'un commerçant de la ville. Il était allé emprunter une somme de quinze francs en monnaie de billon au nom du caporal d'ordinaire, disant que cette monnaie était nécessaire pour le paiement du prêt des hommes de la compagnie.

Le conseil, sur les conclusions de M. le capitaine Plée, rapporteur, a condamné le prévenu à cinq ans d'emprisonnement.

### TRIBUNAUX.

Un vol important, celui d'une somme de 13,500 fr. en obligations de l'emprunt romain, ayant été commis au préjudice du sieur Bandini, rue de la Paix, 4, la police, sur la déclaration de cet étranger, s'est livrée à des recherches qui n'ont pas tardé à avoir pour résultat l'arrestation d'un sieur P..., contre lequel paraissent s'élever des présomptions de s'être rendu coupable de ce vol. Ce matin, en exécution d'un mandat de M. le juge d'instruction Maussion de Candé, une perquisition a eu lieu au domicile de cet inculpé. Le commissaire de police, M. Leyeux, n'a pu retrouver, malgré ses recherches, la somme dérobée, mais il a saisi une correspondance qui sera précieuse pour la justice, en ce qu'elle émane d'un complice qui donnait toutes les instructions nécessaires pour faire commettre le vol et en assurer la réussite.

Un second mandat a été décerné contre cet individu, parent du premier, mais qui ne se trouve pas à Paris.

— Plusieurs vols ayant été commis dans les vastes magasins des *Villes de France*, rue Vivienne, deux individus, logés rue Boucherat, en furent signalés comme les complices, et des mandats de justice furent décernés contre eux. Un seul cependant put être arrêté, l'autre prit la fuite; mais on n'en sait pas moins à son domicile différentes pièces de conviction, entre autres huit pièces de nankin, une pièce de toile de Hollande, six pièces de Madras, une montre d'or de femme, etc.

— M<sup>lle</sup> Judith, artiste sociétaire du théâtre de la République, plaiderait aujourd'hui en référé.

M<sup>lle</sup> Mestayer, son avoué, exposait qu'un fils de famille, M. Huron, avait, à plusieurs reprises, fait cadeau à M<sup>lle</sup> Judith de bijoux et de diamants d'une élégance et d'un goût exquis.

Un jour du mois de mars dernier, la jolie actrice reçut une citation à comparaître devant M. Haton, juge d'instruction, pour déposer dans une plainte en abus de confiance dirigée par M. Babolin, bijoutier, vendeur des bijoux donnés en présent à M<sup>lle</sup> Judith, contre M. Huron.

D'après la plainte, ce brillant gentleman, qui avait promis de payer imptant son acquisition, iniquitait le cas imprévu de force majeure ré-

sultant de la révolution de février pour éviter de payer sa dette, s'élevant à environ 30,000 fr.

Devant le magistrat, M<sup>lle</sup> Judith, pour prouver sa loyauté et son innocence dans cette affaire, remet spontanément un écrin renfermant une broche et des pendants d'oreilles montés en brillants et émeraudes, qui furent mis sous le scellé, avec un numéro d'ordre et une étiquette indicative.

Depuis ce dépôt, une ordonnance de non-lieu a été rendue à la date du 5 avril dernier, qui a relaxé le prévenu des poursuites. M. le procureur de la République autorisa la remise de l'écrin à M<sup>lle</sup> Judith.

Malheureusement, M. Babolin avait formé entre les mains du greffier une opposition tendant à l'empêcher de se dessaisir des bijoux déposés.

De la, le référé.

M<sup>lle</sup> Mestayer disait: « L'opposition a été formée sans titre ni permission du juge; donc elle est irrégulière, et ne peut arrêter la remise de l'écrin donnée à M<sup>lle</sup> Judith. »

Mais après les justifications de M<sup>lle</sup> Bardin, avoué de M. Babolin, M. le président Debelleyne, attendu qu'il y avait contestation sur la propriété, a dit n'y avoir lieu à référé, et a renvoyé les parties à se pourvoir au principal.

### Tribunaux étrangers.

DANEMARK.—Frédéricksberg.—Devant le tribunal criminel de première instance du district de Frédéricksberg, vient de se dérouler une affaire assez curieuse, et dont le fond offre une grande ressemblance avec le sujet de la célèbre comédie de Regnard, *le Légataire universel*.

Le 8 février 1844, un sieur Jean-Nicolas Ebberholdt, serrurier à Frédéricksberg, se présenta chez le notaire de cette ville, et l'invita à se rendre sur-le-champ auprès de la demoiselle Anne Olsholm, demeurant au village de Borgeby, et qui, disait-il, se trouvait à l'agonie et voulait faire son testament.

Le notaire se rendit à cette invitation; il monta immédiatement en voiture avec deux de ses clients, qui devaient lui servir de témoins instrumentaires, et partit pour Borgeby. Arrivés à la maison indiquée par Ebberholdt, ils furent tous trois introduits dans une chambre bien meublée, où se trouvait couchée, dans une alcôve, une femme âgée d'environ soixante ans, et qui semblait être gravement malade. Dans la même pièce étaient deux paysans de Borgeby, Laurent Larsen et Pierre Andersen, qui déclarèrent que la personne alitée était bien véritablement Anne Olsholm.

Cette dernière dit au notaire qu'elle n'avait aucun héritier ascendant ni descendant, ni même collatéral; et que son testament ne contiendrait qu'une seule clause, savoir: qu'elle léguait l'université de ses biens au sieur Jean-Nicolas Ebberholdt, le même qui était allé appeler le notaire auprès de la testatrice.

Le notaire dressa le testament, qui fut signé par la demoiselle Olsholm, ainsi que par Laurent Larsen et Pierre Andersen, en qualité de témoins connaissant la comparante.

Le lendemain, on annonça au tribunal civil de Frédéricksberg le décès de la demoiselle Anne Olsholm. Ce tribunal, conformément à nos lois, se saisit de tous les biens laissés par elle, et plus tard, après avoir examiné le testament, qu'il trouva parfaitement en règle, il fit délivrer au légataire universel, M. Ebberholdt, tous les effets de la succession, qui formaient la valeur d'environ 700 rixdalers de banque ou 2,400 francs.

Depuis longtemps déjà on ne pensait plus à cette affaire, lorsque, le 25 avril dernier, le notaire et le directeur de police de Frédéricksberg reçurent chacun une lettre anonyme où on leur annonçait que le testament en question n'avait pas été fait par Anne Olsholm, laquelle était déjà décédée la veille du jour où cet acte fut dressé; que la femme alitée qui avait dicté ce testament au notaire était la nommée Hélène Hausen, épouse de Laurent Larsen, l'un des témoins qui avaient fausement certifié l'identité de la personne de la testatrice, et qu'Hélène Hausen avait agi ainsi à l'instigation d'Ebberholdt, qui voulait s'emparer de la succession d'Anne Olsholm, qui venait de mourir.

Le directeur de police, après avoir pris des renseignements, fit arrêter le sieur Ebberholdt et sa femme, ainsi que Larsen et Andersen. Hélène Hausen avait pris la fuite.

Les époux Ebberholdt, Larsen et Andersen se renfermèrent dans un système complet de dénégation; mais au moment même où le directeur de la police était sur le point de les remettre en liberté, faute de preuves suffisantes pour motiver leur mise en accusation, Hélène Hausen, femme de Larsen, fut arrêtée, et avoua que sur la demande d'Ebberholdt, et moyennant une somme de dix écus (30 fr.) que celui-ci lui avait données elle s'était fait passer pour Anne Olsholm, déjà décédée, et dont le corps avait été caché dans la cave de la maison par la femme Ebberholdt.

Confrontés avec Hélène, et pressés par les questions du directeur de police, les époux Ebberholdt, Larsen et Andersen ont fait des aveux complets.

Le tribunal de première instance a condamné Ebberholdt aux travaux forcés à perpétuité, Hélène Hausen, femme Larsen, à la réclusion pareillement à perpétuité, la femme Ebberholdt à dix ans de détention dans une maison de correction; Laurent Larsen et Pierre Andersen, sur lesquels les faits ont été reconnus, chacun à un emprisonnement de dix fois cinq jours, au pain et à l'eau.

Le directeur-gérant: J.-B. GIRALDON.

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

### Bourse de Paris du 21 juin.

BOURSE.	précédente clôture.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.
AU COMPTANT.—3 0/0, j. du 22 juin...	45 50	45 50	45 25	45 ..
4 0/0, j. du 22 mars...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— 4 1/2 0/0...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
5 0/0, j. du 22 mars...	68 25	68 50	68 ..	68 ..
— Emprunt 3 0/0, j. du 22 déc...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
BELGIQUE, 5 0/0 de 1840, j.ouis. mai...	66 1/2	.. ..	.. ..	.. ..
— Emprunt 1842, j.ouis. nov...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— 4 1/2 0/0, j.ouis. mai...	59 3/4	.. ..	.. ..	.. ..
NAPLES, 5 0/0, j.ouis. janv...	71 50	.. ..	.. ..	.. ..
ROME, 5 0/0, j.ouis. dec...	59 1/2	.. ..	.. ..	59 ..
ESPAGNE. Dette act., j.ouis. mai 1840...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— Dette différée ancienne...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— De nouvelle...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— Dette passive...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— 3 0/0, j.ouis. juillet 1847...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
PRÉV. Oblig. 1843, j.ouis. janv...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
FIN COURANT.—3 0/0...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— Emprunt 3 0/0...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
5 0/0...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
BELGIQUE 5 0/0 de 1840, j. avril...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
NAPLES, 5 0/0, récep. janv...	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..

CHEM. DE FER AU COMPT.	Capital versé.	Précéd. clôture.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.	Dernier dividende.
Saint-Germain, j.ouis. avril...	500	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	50 f. p. un an.
Versailles (R. D.), j. janv...	500	117 50	120 ..	120 ..	120 ..	10 f. p. un an.
Versailles (R. G.)...	500	96 25	96 25	96 25	96 25	.. ..
Paris-Orléans, j. janv...	500	59 1/2	59 5	59 1/2	59 1/2	61 f. p. un an
Paris-Rouen...	500	413 75	.. ..	.. ..	412 50	25 p. 6 mois
Rouen Havre, j. avril...	500	206 25	.. ..	.. ..	.. ..	4 0/0
Marseille-Avignon, j. janv...	500	222 75	223 1/2	223 1/2	223 1/2	6 0/0
Strasbourg-Bâle, j. janv...	350	85 ..	85 ..	83 75	83 75	7 f. p. un an.
Orléans-Vierzon, j. janv...	350	257 25	.. ..	.. ..	.. ..	4 0/0
Boulogne-Amiens, j. avril...	500	308 75	.. ..	.. ..	.. ..	4 0/0
Orléans-Bordeaux, j. janv...	150	398 75	398 75	397 50	397 50	4 0/0
Nord, j. janv...	250	360 ..	358 75	357 50	357 50	4 0/0
Paris-Strasbourg, j. janv...	200	360 25	356 25	355 ..	355 25	4 0/0
Montereau-Troyes, j. janv...	401	125 ..	.. ..	.. ..	130 ..	4 0/0
Lyon à Avignon...	100	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	4 0/0
Paris-Lyon, j. sept...	250	313 75	312 50	311 25	312 50	4 0/0
Tours-Nantes, j. dec...	200	313 75	312 50	311 25	311 25	4 0/0
Dieppe-Fécamp, j. avril...	400	170 ..	.. ..	.. ..	130 ..	3 0/0
Paris-Sceaux, j. mai...	500	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	4 0/0
Montpellier-Cette...	500	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..